

Tunisie: une approche pragmatique mais efficace de la francophonie

Sil la Tunisie s'est profondément arabisée, ceci n'empêche pas d'y voir la francophonie progresser en quantité, et surtout en qualité. A l'école, bien sûr, mais aussi dans un cadre plus large grâce aux médias audiovisuels.

A la sortie d'un lycée de Tunis les élèves s'attardent en prolongeant leurs discussions, en arabe bien sûr, émaillé de temps à autre d'un mot de français. Dans un salon huppé de la capitale, la langue de Molière s'impose davantage dans la conversation, mais l'arabe reprend vite ses droits quand celle-ci vient à s'animer. Parle-t-on encore français dans cette Tunisie qui fut pendant près de 60 ans un protectorat de l'hexagone et dont des générations d'élites adoptèrent la langue du colonisateur? Oui, sera tenté de dire le touriste ou le coopérant qui n'éprouve aucune difficulté à communiquer avec ses interlocuteurs tunisiens. Plus vraiment, affirmera un bon connaisseur du pays, rappelant que l'essentiel de la vie politique et une bonne partie de la vie intellectuelle se passent aujourd'hui en arabe, que l'école est presque totalement arabisée et que les Tunisiens de moins de 30 ans pensent dans leur langue nationale et n'utilisent plus guère le français que comme un outil commode de communication avec l'extérieur. La réalité, en fait, se situe comme toujours entre les deux, et un observateur a pu la résumer en ces termes: "de plus en plus de Tunisiens parlent le français, mais de plus en plus mal".

Les apports de la réforme Charfi

Car il est vrai que ce dernier, a fait paradoxalement, depuis quelques années, de grands progrès, ne serait-ce que parce qu'il continue d'être enseigné à l'école et que la quasi-totalité des jeunes Tunisiens sont aujourd'hui scolarisés. Après avoir subi une éclipse dans les années 70 et 80 qui furent celles d'une arabisation menée à la hussarde, il retrouve une vigueur certaine aujourd'hui à la faveur de l'importante réforme de l'enseignement mise sur pied depuis 1990 par le ministre de l'Éducation Mohamed Charfi. Considéré par les promoteurs de la réforme comme un véhicule des humanités et de l'ouverture au monde, il bénéficie à nouveau du statut privilégié qu'il avait en partie perdu. Enseigné dès la troisième année du primaire, remis à l'honneur par une totale refonte des manuels qui font la part belle aux grands auteurs, il redeviendra obliga-

toire au baccalauréat à partir de 1994, et les responsables de l'éducation espèrent que les générations scolaires issues de la réforme le maîtriseront mieux que leurs aînés.

Mais ce n'est pas seulement grâce à l'école que l'on entend aujourd'hui davantage parler le français dans les rues des grandes villes. L'arrivée, en 1989, d'Antenne 2 sur les écrans tunisiens de télévision et l'installation, en 1992, de la chaîne française cryptée Canal Horizons qui compte aujourd'hui près de 10 000 abonnés ont popularisé une langue dont l'usage tendait à se réduire aux élites et aux cadres de la haute administration. De 7% seulement en 1989, le taux d'audience de France 2 est passé en 1993 à 39% des téléspectateurs. Et quand on sait que les fameuses "paraboles" se multiplient à un rythme accéléré (le pays en compte actuellement quelque 20 000), on mesure à quel point la télévision est devenue l'outil privilégié de propagation de la langue française.

Paris, après un temps d'hésitation, semble avoir saisi l'importance de l'enjeu et, tout en ménageant les susceptibilités politiques et un nationalisme linguistique toujours à fleur de peau, a renforcé ces dernières années sa coopération culturelle, scientifique et technique en inaugurant entre autres une politique de soutien au livre en français en collaboration avec des éditeurs locaux, en multipliant les missions d'universitaires français en Tunisie et en participant largement au financement de plusieurs projets scientifiques et culturels que les autorités tunisiennes voudraient voir aboutir rapidement.

Pour les francophones et les francophiles, l'ambiance est donc à l'optimisme. Après un tiers de siècle d'indépendance et contrairement à leurs voisins algériens, la majorité des Tunisiens semble avoir perdu ses complexes vis-à-vis de la langue de l'ancien colonisateur et l'a intégrée à son paysage sans plus avoir le sentiment qu'elle est un instrument de domination. Beaucoup d'entre eux voient en outre dans l'importance nouvelle que lui donnent la réforme de l'enseignement et l'ouverture des ondes aux chaînes étrangères le résultat d'un choix politique qui s'in-

crit dans la lutte menée par le pouvoir contre l'islamisme. L'ancrage du pays dans la modernité passant par l'ouverture la plus large possible sur l'extérieur, le français et les valeurs qu'il véhicule sont perçus comme des antidotes efficaces à l'influence, il est vrai en perte de vitesse, des partisans d'un pouvoir islamique.

Une participation active aux instances francophones

On aurait tort, toutefois, de voir dans cette évolution le triomphe du bilinguisme. Il suffit de quitter les banlieues chic de la capitale et le cœur des grandes villes touristiques, et surtout d'écouter la jeunesse pour constater que la Tunisie se pense et se vit comme un pays arabophone. Si la maîtrise du français apparaît indispensable à la majorité des cadres et des intellectuels, si la quasi-totalité de l'enseignement supérieur des sciences et des techniques continue d'être dispensé en français, ce dernier est beaucoup plus aujourd'hui considéré comme un outil dont on ne peut encore se passer que comme le seul moyen d'accès à la pensée. Il arrive même que l'on perçoive une certaine hostilité à son endroit, dans les couches populaires surtout, les plus arabophones, qui assimilent

le bilinguisme à un privilège de la classe dominante et à un moyen d'accès aux cercles du pouvoir qui demeurent pour elles inaccessibles.

L'attitude des autorités reflète l'ambivalence des sentiments que continue, malgré une détente dont tout le monde se félicite, de susciter le français. Elles ont certes tourné la page d'une arabisation au rabais, mais ne veulent pas provoquer les milieux "arabisants" qui continuent de voir dans le français le cheval de Troie de l'occidentalisation, et ne manquent pas une occasion de souligner l'arabité de la Tunisie. A la lecture des journaux, à l'écoute de la radio ou de la télévision, le Tunisien n'a ainsi guère de chances de savoir que son pays est membre à part entière des organismes de la francophonie. Si Tunis participe activement aux activités de l'ACCT, ses responsables ne tiennent guère de le faire savoir à une opinion toujours chaotique sur ce thème, ni à alimenter les critiques de l'opposition nationaliste.

Meilleure preuve pourtant que le français et en train de trouver sa place dans ce pays à la fois ouvert et prudent, il n'est plus l'objet des débats passionnés qu'il suscitait il y a une vingtaine d'années. On le parle peu, l'écoute beaucoup, et l'utilise partout où l'on en a besoin. Vous avez dit pragmatique?

SOPHIE BESSIS

Les nouveaux manuels tunisiens en français

"L'identité n'a jamais été la négation de l'altérité mais au contraire la condition de l'ouverture au monde, la condition de l'échange et le passage obligé vers l'universel". C'est par cette phrase d'Aimé Césaire que s'ouvre le manuel de français de troisième année secondaire. Le ton est donné. Pour qui n'aurait pas compris, la préface précise que "le français, langue seconde, n'est plus envisagé comme support de la pensée scientifique universelle mais plutôt comme un des moyens d'accéder à la culture moderne... Et le texte littéraire retrouve la place prépondérante qui était la sienne". Fini l'apprentissage du français par des textes, écrits dans une langue souvent bâtarde, de la presse locale ou par les discours des hommes providentiels du moment. Les nouveaux manuels tunisiens de français ont renoué, de l'avis général, avec la qualité et offrent à l'élève durant toute sa scolarité secondaire un remarquable choix d'auteurs, de Villon à Apollinaire, de Balzac à Malraux, sans oublier les écrivains francophones non français, antillais, africains ou arabes ou les grands textes de la chanson française contemporaine. Leurs auteurs ont en effet voulu que les élèves apprennent, non seulement une langue, mais une culture et une pensée. Il le pourront désormais en se plongeant dans leurs livres de classe. Encore faut-il que les enseignants, pendant longtemps trop mal et trop vite formés, soient au niveau des manuels. On y a pensé. Pour chaque année scolaire, un livre de français du professeur complète utilement celui destiné à l'élève et, depuis deux ans, des sessions de recyclage ont lieu tous les étés pour perfectionner les enseignants dont certains sont aussi envoyés en stage en France. La volonté de rehausser le niveau d'enseignement du français est donc claire, et l'on s'en donne, semble-t-il, les moyens. Les résultats ne pourront, eux, se mesurer que dans quelques années.

S.B.